

LIEGE. — Un arrêté ministériel du 29 octobre 1997 décide qu'il y a lieu d'approuver le plan particulier d'aménagement n° 146 dit « Quartier d'Angleur » à Liège (Angleur), révisant le plan particulier d'aménagement n° 5, dit « Chantier national » approuvé par arrêté royal du 28 mai 1949.

LIMBOURG. — Un arrêté ministériel du 25 novembre 1997 approuve la modification de la composition de la Commission consultative communale d'Aménagement du Territoire de Limbourg telle qu'elle a été adoptée par la délibération du 26 mai 1997 du conseil communal de Limbourg, conformément à l'article 150 du Code wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et du Patrimoine.

La liste des membres de la Commission peut être consultée auprès de la Division de l'Aménagement du Territoire et de l'Urbanisme, rue des Brigades d'Irlande 1, 5100 Jambes, et auprès de l'administration communale de Limbourg.

LIMBOURG. — Un arrêté ministériel du 25 novembre 1997 approuve le nouveau règlement d'ordre intérieur de la Commission consultative communale d'Aménagement du Territoire de Limbourg tel qu'il a été adopté par la délibération du 4 décembre 1995 du conseil communal de Limbourg, conformément à l'article 150 du Code wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et du Patrimoine.

Le règlement peut être consulté auprès de la Division de l'Aménagement du Territoire et de l'Urbanisme, rue des Brigades d'Irlande 1, 5100 Jambes, et auprès de l'administration communale de Limbourg.

OUPEYE. — Un arrêté ministériel du 25 novembre 1997 approuve la composition de la Commission consultative communale d'Aménagement du Territoire d'Oupeye telle qu'elle a été adoptée par la délibération du 24 avril 1997 du conseil communal d'Oupeye, conformément à l'article 150 du Code wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et du Patrimoine.

La liste des membres de la Commission peut être consultée auprès de la Division de l'Aménagement du Territoire et de l'Urbanisme, rue des Brigades d'Irlande 1, 5100 Jambes, et auprès de l'administration communale d'Oupeye.

OUPEYE. — Un arrêté ministériel du 25 novembre 1997 approuve le nouveau règlement d'ordre intérieur de la Commission consultative communale d'Aménagement du Territoire d'Oupeye tel qu'il a été adopté par la délibération du 24 avril 1997 du conseil communal d'Oupeye, conformément à l'article 150 du Code wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et du Patrimoine.

Le règlement peut être consulté auprès de la Division de l'Aménagement du Territoire et de l'Urbanisme, rue des Brigades d'Irlande 1, 5100 Jambes, et auprès de l'administration communale d'Oupeye.

VERVIERS. — Un arrêté ministériel du 25 novembre 1997 approuve la modification de la composition de la Commission consultative communale d'Aménagement du Territoire de Verviers telle qu'elle a été adoptée par les délibérations des 24 février 1997 et 26 mai 1997 du conseil communal de Verviers, conformément à l'article 150 du Code wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et du Patrimoine.

La liste des membres de la Commission peut être consultée auprès de la Division de l'Aménagement du Territoire et de l'Urbanisme, rue des Brigades d'Irlande 1, 5100 Jambes, et auprès de l'administration communale de Verviers.

[C - 97/27689]

Protection du patrimoine

AMAY. — Par arrêté ministériel du 22 octobre 1997, l'ancienne maison canoniale sise rue Pascal Dubois 3 à savoir :

— le portail d'entrée à l'exception de la partie rehaussée;

— les façades, toitures, pignons et divers éléments intérieurs du bâtiment principal :

* les 2 cheminées de style rocaille en stuc chêne et le plafond stuqué de la salle à manger au rez-de-chaussée;

* les 2 cheminées en stuc du premier étage;

— les façades, toitures de l'annexe jouxtant la façade arrière du bâtiment principal ainsi que la cheminée en grès du XVIII^e siècle à l'intérieur de l'annexe,

sont classés comme monument et l'ensemble formé par les monuments précités et les jardins entourés de murs de clôture qui les entourent y compris le vide bouteille est classé comme site, conformément aux dispositions des articles 351 à 359 du Code wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et du Patrimoine.

PHILIPPEVILLE. — Par arrêté ministériel du 23 septembre 1997, l'ancienne caserne d'infanterie bordant la cour des cavaliers est classée comme ensemble architectural, conformément aux dispositions des articles 351 à 359 du Code wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et du Patrimoine. Une zone de protection est établie aux abords conformément aux dispositions de l'article 364 du Code précité.